



**PRÉFET
DE LA GIRONDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité départementale de la Gironde
Cité administrative
2, rue Jules Ferry
BP 55
33200 Bordeaux

Bordeaux, le 14/04/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/03/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ETABLISSEMENTS HOSTEIN ET LAVAL

80 ROUTE DE LA GRAVIERE BLEUE
33480 Avensan

Références : 25-226

Code AIOT : 0005208416

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/03/2025 dans l'établissement ETABLISSEMENTS HOSTEIN ET LAVAL implanté 80 ROUTE DE LA GRAVIERE BLEUE 33480 AVENSAN. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite fait suite à l'arrêté d'astreinte du 06/05/2024 et avait pour but de vérifier le respect des dispositions de cet arrêté.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ETABLISSEMENTS HOSTEIN ET LAVAL
- 80 ROUTE DE LA GRAVIERE BLEUE 33480 AVENSAN

- Code AIOT : 0005208416
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société HOSTEIN et LAVAL exploite sur la commune d'Avensan, des activités de travail et de traitement du bois.

Son exploitation a été autorisée par l'arrêté préfectoral du 09/05/2016, modifié par les arrêtés préfectoraux complémentaires du 07/10/2021 et du 20/01/2023

Cette société exploite une unité de première transformation du pin maritime. Elle est spécialisée dans la fabrication de planches de bois à partir de billons pour les fabricants de palettes et/ou les négociants de bois et matériaux.

Un traitement anti-bleuissement et moisissures est également réalisé sur le site, par trempage, sur environ 50 % des produits sciés, dans une zone couverte mitoyenne au bâtiment de travail du bois. En complément des produits finis, la société HOSTEIN et LAVAL commercialise les produits connexes suivants :

sciures : environ 100 m³/j

écorces : environ 50 m³/j

plaquettes : environ 200 m³/j

Ces produits sont expédiés vers des entreprises de fabrication de panneaux et de papiers, des entreprises qui calibrent les écorces et pour la décoration.

L'objet de l'inspection du jour était de vérifier le respect de l'arrêté de mise en demeure du 06/05/2024 et des différentes prescriptions applicables à l'établissement.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure
- Suite à sanction

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface
- Eaux souterraines

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;

- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Confinement des eaux d'extinction incendie (Zone de traitement du bois)	Arrêté Préfectoral du 06/05/2024, article 1, AP de Mise en demeure du 02/08/2022, Article 1 et APC du 07/10/2021, Article 3	Avec suites, Astreinte	Astreinte, Demande d'action corrective	1 mois
3	Conditions de stockage – Zone de stockage	Arrêté Préfectoral du 09/05/2016, article 8.2 modifié par l'article 3 de	/	Demande d'action corrective	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	« plateforme béton »	l'APC du 07/10/2022			
6	Alarmes et procédures liées à l'atelier de traitement du bois	AP Complémentaire du 20/01/2023, article 5	/	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
7	Déplacement de la cuve de GNR située dans l'atelier de travail du bois	Arrêté Préfectoral du 09/05/2016, article 7.5.5 modifié par l'article 3 de l'APC du 07/10/2022	/	Demande d'action corrective	3 mois
8	Vérification des installations électriques	Arrêté Préfectoral du 09/05/2016, article 7.2.3	/	Demande d'action corrective	1 mois
9	Définition du zonage ATEX	Arrêté Préfectoral du 09/05/2016, article 7.2.4	/	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Conditions de stockage – Zone de stockage Nord	Arrêté Préfectoral du 09/05/2016, article 8.2 modifié par l'article 3 de l'APC du 07/10/2022	Sans objet
4	Conditions de stockage – zone de stockage « ouest »	Arrêté Préfectoral du 09/05/2016, article 8.2 modifié par l'article 3 de l'APC du 07/10/2022	Sans objet
5	Eaux souterraines	AP Complémentaire du 20/01/2023, article 6	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant n'a pas mis en oeuvre les travaux prévus pour le confinement des eaux incendie et la

mise en demeure et l'astreinte associée ne sont pas respectées. Un projet de liquidation partielle d'astreinte sera proposé au Préfet de Gironde et l'exploitant est invité à formuler ses remarques sur ce projet dans le cadre de la procédure contradictoire.

Par ailleurs, plusieurs non-conformités ont été relevées lors de l'inspection et sont détaillées dans la suite du présent rapport. Un retour de l'exploitant est attendu sur ces différents points.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Confinement des eaux d'extinction incendie (Zone de traitement du bois)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/05/2024, article 1, AP de Mise en demeure du 02/08/2022, Article 1 et APC du 07/10/2021, Article 3

Thème(s) : Risques accidentels, Confinement des eaux d'extinction incendie

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 29/01/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Astreinte

Prescription contrôlée :

Article 1 de l'AP d'astreinte du 06/05/2024:

La société HOSTEIN ET LAVAL représentée par M Maxime LAVAL, exploitant de l'installation sise au 80 Route de la Gravière Bleue à Avensan est rendue redevable d'une astreinte liée aux écarts réglementaires suivants, jusqu'à satisfaction de l'écart relatif au respect de l'article 3 de l'arrêté préfectoral complémentaire repris dans l'arrêté de mise en demeure du 2 août 2022 susvisé:

- 50euros par jour jusqu'à la remise en conformité. Cette astreinte prend effet dans un délai de 3mois à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté.

Article 1 de l'AP de mise en demeure du 02/08/2022:La société Hostein et Laval dont le siège social est sis 3 rue Maxime Hostein 33480 LISTRAC-MEDOC, est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 7 octobre 2021 applicables à son établissement sis 80 rte de la graviere bleue 33480 Avensan et portant sur la capacité de confinement des eaux d'extinction minimale à garantir en cas d'incendie sous un délai de deux mois.

Article 3 de l'APC du 7/10/2021 : [...]

Zone de traitement du bois

La rétention de cette zone d'une superficie de 800 m² est assurée par le dispositif suivant : mise en place d'un muret béton ou tout autre dispositif de surélévation étanche, d'une hauteur de 20 cm, délimitant la plateforme bétonnée avec l'aire de stockage non imperméabilisée au Nord

mise en place de barrières souples de 20 cm de hauteur sur les côtés Est et Ouest, qui seront positionnées sur ces emplacements par défaut et retirées uniquement pour les besoins d'exploitation du site. Elles devront notamment être mises en place en dehors des heures d'exploitation du site. Pendant les heures d'exploitation, l'exploitant devra mettre en place une procédure assurant, en cas d'incendie, qu'elles soient disposées aux emplacements adéquats.

Cette procédure est connue de l'ensemble du personnel (et devra être testée périodiquement dans le cadre d'exercices internes) et est mise à disposition du SDIS en tant que de besoin. De plus, ces barrières souples doivent être constituées en matériaux résistants à la chaleur et incombustibles.
Ce dispositif assurera une capacité de confinement complémentaire de 160 m³.

Constats formulés lors de l'inspection du 29/01/2024:

L'inspection du jour a permis de constater que l'exploitant a bien acquis et reçu les barrières de confinement prévues. En revanche, le muret séparant l'atelier de traitement et le bâtiment de travail du bois était toujours présent. En conséquence, seul un volume de 160 m³ est disponible pour le confinement des eaux de la zone de traitement du bois. Or le besoin pour cette zone est calculé à 310 m³. L'exploitant ne dispose donc pas des capacités suffisantes pour confiner les eaux d'extinction de l'atelier de traitement du bois. Ceci constitue un écart aux prescriptions de fonctionnement, et un non respect de la mise en demeure du 02/08/2022 dont le délai est désormais échu.

Constats :

En réponse au projet d'astreinte administrative, l'exploitant avait indiqué que le muret séparant l'atelier de traitement et le bâtiment de travail du bois serait retiré d'ici juin 2024, ce qui avait justifié le différé prévu dans l'astreinte du 06/05/2024.

Or, lors de l'inspection du jour, il a été constaté qu'aucun travaux n'a été réalisé sur ce point.

La mise en demeure n'est donc toujours pas respectée sur ce point.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit mettre en œuvre les actions nécessaires afin de garantir une capacité de confinement suffisante pour la zone de traitement du bois.

Un projet de liquidation partielle de l'astreinte administrative est proposé au Préfet de Gironde sur ce point.

L'exploitant est invité à formuler ses remarques sur ce projet dans un délai de 15 jours dans le cadre de la procédure contradictoire.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Astreinte, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Conditions de stockage – Zone de stockage Nord

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/05/2016, article 8.2 modifié par l'article 3 de l'APC du 07/10/2022

Thème(s) : Risques accidentels, Conditions de stockage

Prescription contrôlée :

<p>[...]</p> <p>Zone de stockage Nord - pour les produits finis :</p> <p>la hauteur des piles de bois ne doit pas dépasser 4,8 m (soit 4 piles de bois en hauteur) ;</p> <p>les piles de bois sont stockées en cellule de 5 × 5 palettes maximum ;</p> <p>chaque cellule est séparée par des allées de 6 m de largeur minimum ;</p> <p>les piles de bois doivent être à une distance minimale de 10 m de la clôture ;</p> <p>chaque cellule de stockage respecte les caractéristiques suivantes :</p> <p>Mode de stockage : Masse</p> <p>Nombre d'îlots dans le sens de la longueur : 5</p> <p>Nombre d'îlots dans le sens de la largeur : 5</p> <p>Largeur des îlots : 2,5 m</p> <p>Longueur des îlots : 1,1 m</p> <p>Hauteur des îlots : 4,8 m</p> <p>Largeur des allées entre îlots : 0,5 m</p> <p>[...]</p> <p>L'ensemble des cellules de stockages de ces différentes zones sont matérialisées au sol et disposées suivant le plan présent en annexe de cet arrêté.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les conditions de stockage de bois sur la zone Nord ont été vérifiées par sondage par l'inspecteur et n'ont pas amené de remarques particulières.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Conditions de stockage – Zone de stockage « plateforme béton »

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/05/2016, article 8.2 modifié par l'article 3 de l'APC du 07/10/2022</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Conditions de stockage</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Zone de stockage « plateforme béton » de produits finis - au droit du bâtiment de travail du bois et de la zone de traitement du bois</p> <p>la hauteur des piles de bois ne doit pas dépasser 4,8 m (soit 4 piles de bois en hauteur) ;</p> <p>les piles de bois sont stockées en cellule de 3 × 3 palettes maximum ;</p> <p>chaque cellule est séparée par des allées de 3 m de largeur minimum ;</p> <p>l'éloignement des piles de bois du bâtiment devra être au moins égal à 7 m (cette distance pourra être modifiée si l'exploitant démontre que l'incendie du bâtiment ne génère pas d'effets dominos sur les stockages considérés) ;</p> <p>l'éloignement des piles de bois du box de stockage des sciures devra être au moins égal à 7 m (cette distance pourra être modifiée si l'exploitant démontre que l'incendie du box de stockage des sciures ne génère pas d'effets dominos sur les stockages considérés) ;</p> <p>l'éloignement des piles de bois du box de stockage des plaquettes de bois devra être au moins égal à 7 m ;(cette distance pourra être modifiée si l'exploitant démontre que l'incendie du box de stockage des plaquettes de bois ne génère pas d'effets dominos sur les stockages considérés) ;</p> <p>chaque cellule de stockage respecte les caractéristiques suivantes :</p> <p>Mode de stockage : Masse</p>

<p>Nombre d'îlots dans le sens de la longueur : 3</p> <p>Nombre d'îlots dans le sens de la largeur : 3</p> <p>Largeur des îlots : 2,5 m</p> <p>Longueur des îlots : 1,1 m</p> <p>Hauteur des îlots : 4,8 m</p> <p>Largeur des allées entre îlots : 0,5 m</p>
<p>Constats :</p> <p>Les dimensions des îlots prévus pour cette zone de stockage étaient conformes aux prescriptions ci-dessus, ainsi que les distances entre chaque îlot. En revanche, le nombre d'îlots dans le sens de la longueur était supérieur à ce qui est prévu par l'arrêté (5 au lieu de 3) mais le nombre d'îlots dans le sens de la largeur était inférieur à ce qui est prévu par l'arrêté (2 îlots dans le sens de la largeur)</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour respecter les conditions de stockage prévues par l'arrêté. Il pourra, pour cela, utilement matérialiser les îlots de stockage prévus sur le sol de la plateforme béton.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 4 : Conditions de stockage – zone de stockage « ouest »

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/05/2016, article 8.2 modifié par l'article 3 de l'APC du 07/10/2022</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Conditions de stockage</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Zone de stockage Ouest considéré comme stockage de produits finis la hauteur des piles de bois ne doit pas dépasser 2,4 m (soit 2 piles de bois en hauteur) les piles de bois sont stockées en cellule de 5 x 2 palettes ; chaque cellule est séparée par des allées de 3 m de largeur minimum l'éloignement des piles de bois de la clôture devra être au moins égal à 3 m; chaque cellule de stockage respecte les caractéristiques suivantes : Mode de stockage : Masse Nombre d'îlots dans le sens de la longueur : 5 Nombre d'îlots dans le sens de la largeur : 2 Largeur des îlots : 1,1 m Longueur des îlots : 2,5 m Hauteur des îlots : 2,4 m Largeur des allées entre îlots : 0,5 m</p>
<p>Constats :</p> <p>Les conditions de stockage sur cette zone n'ont pas amené de remarques particulières.</p>

L'inspection a noté la présence de produits sur une zone où le stockage n'est pas prévu. L'exploitant a indiqué qu'il s'agissait des commandes préparées et en attente d'expédition prochainement et a confirmé qu'il ne s'agissait pas de stockage perenne.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Eaux souterraines

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 20/01/2023, article 6
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des eaux souterraines
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Fréquence de mesure :</u> Deux analyses par an et quotidiennement pendant une semaine après chaque incident notable</p> <p>Paramètres à mesurer : Hauteur de la nappe pH Conductivité Température Hydrocarbures totaux MEST DCO DBO5 BUTYLCARBAMATE DE 3-iodo-2-propynyle (IPBC) Tébuconazole Chlorure de didécyldiméthylammonium propiconazole</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a pu consulter les rapports de surveillance des eaux souterraines du site d'Avril et Novembre 2024, qui ont porté sur l'ensemble des paramètres listés par l'arrêté.</p> <p>Il est noté une valeur élevée sur les matières en suspension, que le laboratoire d'analyse explique par la nature argileuse du sol.</p> <p>Par ailleurs, sur le piézomètre PZ2 (en aval du site), du "tébuconazole" est détecté (1.4 µg/l en avril 2024 et 0.28 µg/l en novembre 2024) à une concentration plus forte qu'en amont sur le piézomètre PZ1 (0.14 µg/l en avril et pas détecté en novembre)Le rapport de mesures ne détaille pas les raisons éventuelles qui pourraient expliquer la présence de cette substance dans les eaux souterraines. L'exploitant a par ailleurs indiqué ne pas avoir connu d'incident sur son installation de traitement au cours de l'année 2024.</p> <p>Enfin, il est précisé que ces valeurs restent inférieures aux valeurs limites de qualité des eaux brutes utilisées pour la production d'eau destinée à la consommation humaine définies par l'arrêté du 11/01/2017.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant assure le suivi de la concentration en tébuconazole. En cas d'augmentation confirmée, l'exploitant recherche et analyse les causes et met en oeuvre le cas échéant, les actions correctives conformément aux dispositions de l'article 9.3.1 de l'arrêté préfectoral du 09/05/2016.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Alarmes et procédures liées à l'atelier de traitement du bois

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 20/01/2023, article 5
Thème(s) : Risques chroniques, Atelier de traitement
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Afin de détecter rapidement une fuite ou un débordement des bacs de trempage, un dispositif déclenchant une alarme sonore et visuelle, perceptible par le personnel exploitant en toutes circonstances (y compris hors heures ouvrées par exemple en mettant en place un report sur le GSM d'astreinte), est mis en place :</p> <ul style="list-style-type: none"> sur le bac de rétention du bac de traitement (point bas) ; sur le bac de trempage (point haut). <p>Une procédure fixe la conduite à tenir en cas de détection d'une fuite sur les installations de traitement.</p> <p>Une procédure fixe la conduite à tenir lors des opérations de réception de produit de traitement</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a confirmé que l'installation dispose des deux alarmes prévues (point bas et point haut) mais le test de ces alarmes n'a pas été possible lors de l'inspection car un traitement était en cours et le test aurait généré des contraintes sur la production du site.</p> <p>L'exploitant a indiqué qu'un test était prévu prochainement et qu'il pourrait transmettre le résultat de ce test à l'inspection.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection le résultat du test de fonctionnement des alarmes de l'installation de traitement dans un délai d'un mois.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Déplacement de la cuve de GNR située dans l'atelier de travail du bois

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/05/2016, article 7.5.5 modifié par l'article 3 de l'APC du 07/10/2022
Thème(s) : Risques accidentels, Confinement interne
Prescription contrôlée :

[...]

Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées. A ce titre, l'exploitant étudiera les solutions pour supprimer ou déplacer la cuve de GNR (gasoil non routier) du bâtiment de travail du bois dans un délai de un an à compter de la notification du présent arrêté.

[...]

Constats :

L'exploitant n'a pas mis en œuvre le déplacement de la cuve de GNR. Il a indiqué avoir sollicité un bureau d'études pour l'assister dans cette démarche mais ne pas avoir eu de retour sur les solutions possibles.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant étudie les solutions pour supprimer ou déplacer la cuve de GNR et met en œuvre la solution retenue dans un délai de 3 mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Vérification des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/05/2016, article 7.2.3

Thème(s) : Risques accidentels, risque Electrique

Prescription contrôlée :

Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur.

La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art et distincte de celle des installations de protection contre la foudre.

Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionne très explicitement les défauts relevés dans son rapport. L'exploitant conserve une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.

Constats :

Le rapport du contrôle des installations électriques daté du 28/03/2024, transmis par l'exploitant n'a fait l'objet d'aucune observation de la part de l'organisme ayant réalisé cette vérification.

En revanche, il est à noter que la vérification n'a pas été complète : les locaux haute tension et les prises de terre du poste de transformation HT/BT n'ont pas été contrôlés et sont notés "hors mission".

L'exploitant n'a pu expliquer pourquoi ce contrôle avait été partiel et a précisé que l'organisme

réalisait habituellement le contrôle de l'ensemble du site.
Il a précisé que le prochain contrôle de ses installations électriques était prévu prochainement.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant veille à ce que le contrôle des installations électriques du site soit complet et couvre l'ensemble du site. Il transmet le rapport du prochain contrôle des installations électriques à l'inspection des installations classées, accompagné le cas échéant des justificatifs de mise en conformité.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 9 : Définition du zonage ATEX

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/05/2016, article 7.2.4

Thème(s) : Risques accidentels, Risque ATEX

Prescription contrôlée :

L'exploitant délimite, sous sa responsabilité, les zones dangereuses en fonction de la fréquence et de la durée d'une atmosphère explosive :

Zone où une atmosphère explosive est présente en permanence, pendant de longues périodes ou fréquemment,

Zone où une atmosphère explosive est susceptible de se présenter occasionnellement en fonctionnement normal,

Zone où une atmosphère explosive n'est pas susceptible de se présenter en fonctionnement normal ou, si elle se présente néanmoins, elle n'est que de courte durée.

Ces zones figurent sur un plan tenu à disposition de l'Inspection des installations classées. Ce plan est porté à la connaissance de l'organisme chargé de la vérification des installations électriques.

Constats :

Aucune délimitation des zones dangereuses en fonction de la fréquence et de la durée d'une atmosphère explosive (dites zones ATEX) n'a été mise en place au sein du site. L'exploitant a indiqué que le site n'était pas soumis à ces risques en raison des caractéristiques du bois travaillé et traité dans l'installation.

Pour autant, l'inspection a indiqué que les poussières générées par le travail du bois, ainsi que les dispositifs d'aspiration de ces poussières pouvaient être des zones ATEX.

Dans tous les cas, l'absence de définition de ce zonage constitue une non-conformité.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant réalise dans un délai de 3 mois la délimitation des zones dangereuses en fonction de la fréquence et de la durée d'une atmosphère explosive tel que prévu par l'arrêté applicable au site. Il met en œuvre les mesures de prévention et les vérifications prévues sous le même délai.

Dans le cas où l'exploitant souhaite justifier que de telles zones ne sont pas présentes sur son

installation,il fait justifier ce point par un organisme extérieur disposant de l'expertise nécessaire.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois